

GILBERT ACHCAR

Symptômes morbides

La rechute du soulèvement arabe

essai traduit de l'anglais par Julien Salingue

Sindbad
ACTES SUD

La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés.

ANTONIO GRAMSCI, *CAHIERS DE PRISON*, 1930

Avec ce système j'aurai vite fait fortune, alors je tuerai tout le monde et je m'en irai.

ALFRED JARRY, *UBU ROI*, 1896

AVANT-PROPOS

Comme il arrive bien souvent, ce livre n'était pas destiné, au départ, à devenir un livre à part entière. Mon intention initiale était d'écrire un chapitre de mise à jour de mon ouvrage publié en 2013, *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, à l'occasion de sa réédition en anglais. J'avais donc entrepris de rédiger une analyse des développements survenus depuis que j'avais achevé d'écrire *Le Peuple veut* en octobre 2012. Afin de ne pas dépasser les limites d'un chapitre, j'avais fait le choix de me concentrer sur les trajectoires tragiques de deux pays clés, la Syrie et l'Égypte, en y ajoutant un bref panorama des autres pays ayant participé au soulèvement régional de 2011.

Comme il arrive souvent, le chapitre est vite devenu trop volumineux pour être ajouté à un ouvrage déjà épais. J'ai donc décidé de transformer le chapitre en nouveau livre, de manière à me donner l'espace nécessaire à un examen approfondi des récents développements. *Le Peuple veut* sera donc réimprimé pour ce qu'il est : un livre consacré à l'explication des racines économiques, politiques et sociales du bouleversement qui a affecté l'ensemble de la région arabe en 2011 – et qui est loin d'être terminé – ainsi qu'à l'étude des facteurs déterminants et des paramètres des dynamiques révolutionnaires alors enclenchées, en dressant un

bilan de leurs deux premières années. En tant que tel, *Le Peuple veut* peut certainement être discuté, mais il n'est pas devenu obsolète. Il ne me semble pas que les diagnostics ou même les pronostics que j'avais formulés en 2012 aient été contredits par les événements ultérieurs. Mais c'est toutefois aux lecteurs et lectrices d'en juger.

Ce nouveau livre est donc à la fois une suite au *Peuple veut*, et un livre à part entière, que j'ai rédigé en considérant que le lecteur pourrait ne pas avoir lu le précédent. C'est pourquoi, pour chacun des cas ici traités, j'ai brièvement résumé mon évaluation de la situation à l'automne 2012, en la prenant comme point de départ de l'analyse – ou en remontant un peu plus loin dans le temps lorsque cela était nécessaire pour rendre intelligibles les développements ici décrits – et en dégagant les perspectives telles qu'elles apparaissent au bout de cinq ans de soulèvement.

Il me reste à espérer que ce nouveau livre résistera, comme le précédent, à l'épreuve du temps. Mais je serais beaucoup plus heureux si les événements en cours venaient prouver que mon jugement a péché par excès de pessimisme.

Londres, le 21 décembre 2015

SUR LA TRANSLITTÉRATION DE L'ARABE

Dans cet ouvrage, la transcription des termes et noms arabes en alphabet latin est une version simplifiée de la translittération en usage dans la littérature spécialisée, afin de faciliter la lecture aux non-spécialistes tout en permettant à celles et ceux qui savent l'arabe de reconnaître l'original. Les caractères spéciaux et les signes diacritiques ont été évités, à l'exception de l'apostrophe inversée qui représente la lettre arabe *'ayn*. L'orthographe courante des noms des personnalités et groupes les plus connus a été retenue. Enfin, lorsque des auteurs arabes ont publié dans des langues européennes, leur propre translittération de leurs noms en lettres latines a été respectée.

SUR LE TITRE DE L'ÉDITION FRANÇAISE

Le titre de l'édition originale anglaise de cet ouvrage est tiré de la célèbre phrase d'Antonio Gramsci mise en épigraphe du livre et dont la traduction anglaise a rendu "*fenomeni morbosi*" ("phénomènes morbides" dans la traduction française) par "*morbid symptoms*" qui reste fidèle au sens. D'un commun accord avec l'éditeur, nous avons préféré l'expression choisie par la traduction anglaise comme titre de l'ouvrage.

28 septembre 2016

REMERCIEMENTS

Je suis très reconnaissant à Ali Ferzat pour m'avoir autorisé à utiliser, à titre gracieux, un de ses dessins éloquentes en couverture de ce livre. Récipiendaire de plusieurs prix, Ali Ferzat est devenu l'un des caricaturistes contemporains les plus célèbres. Contournant la censure, ses dessins ont fourni une critique radicale de l'injustice et de l'oppression durant des décennies, tant en Syrie, son pays, que dans l'ensemble du monde arabe. Des éléments armés du régime syrien l'ont agressé en 2011, le battant sévèrement et lui brisant les mains et les doigts.

Je remercie également mon ami Omar el-Shafei et les deux rapporteurs anonymes de Stanford University Press pour leurs remarques utiles sur le manuscrit de cet ouvrage.

INTRODUCTION

DES SAISONS ET DES CYCLES EN RÉVOLUTION

*Mais voici l'hiver ! la douleur de nombreux tombeaux,
la glace de la mort, la tempête de l'épée, le torrent de
la tyrannie, dont les vagues ensanglantées deviennent
stagnantes comme la glace au nom de la Foi, le mot
de l'enchanteur, et enchaînent tous les cœurs humains
dans leur repos abhorré !*

PERCY BYSSHE SHELLEY, *THE REVOLT OF ISLAM*, 1818
(*LAON ET CYTHNA*, TRAD. F. RABBE, 1885)

C'est le plus souvent de manière ironique que l'appellation "printemps arabe" a été utilisée dans la cinquième année du soulèvement régional. Les commentaires sarcastiques sur cette appellation n'ont pas cessé de se multiplier, en réalité, depuis que le bouleversement révolutionnaire régional a commencé à tourner à l'aigre à l'automne 2011. Ils ont été facilités par le fait que le "printemps arabe", dans l'esprit de la plupart de celles et ceux qui ont utilisé cette expression au début du soulèvement, ne désignait pas une phase particulière dans un cycle ouvert de saisons révolutionnaires, où l'automne et l'hiver devaient succéder

au printemps et à l'été. Il s'agissait plutôt dans leur esprit d'une mutation politique limitée dans le temps. Pour employer un terme filant la même métaphore, certains ont cru assister à la "floraison" tant attendue de la démocratie dans la région arabophone. Pour les tenants de ce point de vue, les pays arabes rejoignaient enfin, bien que tardivement, ce que Samuel Huntington avait identifié comme constituant une "troisième vague de démocratisation" – une succession de changements politiques amorcée dans les années 1970¹.

"TRANSITION DÉMOCRATIQUE" ET PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

L'humeur était d'autant plus euphorique en 2011 que le soulèvement arabe se produisait à un moment où le pessimisme prudent de Huntington, le "réaliste" par excellence, semblait de plus en plus justifié. À rebours de l'optimisme béat et du triomphalisme occidental incarnés par Francis Fukuyama en 1989 avec sa fable de la "fin de l'histoire"², Huntington avait mis en garde en 1991, dans son ouvrage *The Third Wave* (la troisième vague), contre la possibilité d'une "troisième vague inverse", dont il avait énuméré les causes potentielles avec grande perspicacité³. C'est dans cette direction, en effet, que la plupart des indicateurs pointaient à la veille du soulèvement arabe. L'édition 2008 du rapport annuel *Freedom in the World* (la liberté dans le monde), publié par la vénérable organisation Freedom House, basée aux États-Unis, posait déjà la question avec inquiétude : "La liberté en recul : le vent est-il en train de tourner⁴?" Cette question ne tarda pas à se transformer en affirmation pessimiste : en 2010, la même organisation notait que 2009 avait été la quatrième année consécutive durant laquelle "les reculs mondiaux en matière de liberté l'ont emporté sur les avancées⁵". Il s'agissait, pouvait-on lire, de "la plus longue période continue de déclin des libertés à l'échelle mondiale depuis près de quarante ans qu'existe le

rapport”. En 2010, une cinquième année de recul consécutive entérinait ce triste record⁶.

On comprend dès lors le profond soupir de soulagement que suscita le “printemps arabe” en 2011. Le débat devint alors de savoir si cette séquence spectaculaire de soulèvements démocratiques se situait dans la continuité de la “troisième vague de démocratisation”, ou bien s’il s’agissait du début d’une *quatrième* vague après une courte période de reflux. Car, non seulement “les soulèvements politiques qui ont balayé le monde arabe durant [cette] année représent[aient] la plus importante contestation de l’autoritarisme depuis la chute du communisme soviétique”, déclarait le rapport de Freedom House, mais ils survenaient en outre “dans une région qui avait semblé être imperméable au changement démocratique⁷”. Selon nombre de doctes experts occidentaux, cette prétendue imperméabilité des pays arabes à la démocratie était due à l’islam. Huntington, lui-même, avait fait sienne cette opinion tendancieuse dans son ouvrage ultérieur, le best-seller dans lequel il a soutenu la thèse du “choc des civilisations” empruntée à Bernard Lewis. Il y affirmait que “la culture musulmane explique pour une large part l’échec de la démocratie dans la majeure partie du monde musulman⁸”.

En 1991, le même Huntington estimait pourtant que “la vague de démocratisation qui a balayé le monde d’une région à l’autre dans les années 1970 et 1980 pourrait devenir un aspect dominant de la scène politique moyen-orientale et nord-africaine dans les années 1990⁹”. L’auteur de *The Third Wave* était encore circonspect dans son jugement sur l’islam, estimant que la doctrine islamique “contient des éléments qui peuvent être à la fois compatibles et incompatibles avec la démocratie¹⁰”. Fukuyama, son ancien étudiant devenu rival, ne s’encomrait pas de nuances, quant à lui : l’ouvrage de 1992 où il développe la thèse de la “fin de l’histoire” contient à propos de “l’islam” des affirmations dont le caractère “orientaliste”, c’est-à-dire “essentialiste”, est particulièrement grossier. L’islam, sans autre précision, y est ainsi décrit comme constituant “un autre système idéologique cohérent, tout

comme le libéralisme et le communisme” [*sic*] qui “a, de fait, battu la démocratie libérale dans de nombreuses parties du monde islamique, en faisant peser une lourde menace sur les pratiques libérales, même dans des pays où il n’a pas directement obtenu le pouvoir¹¹”. L’auteur se rassurait cependant en constatant que l’islam n’exerce “pratiquement aucune attraction en dehors des zones qui sont originellement de culture islamique”, et que “le monde musulman semble potentiellement, sur le long terme, plus vulnérable aux idées libérales que l’inverse¹²”.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Fukuyama allait encore plus loin. Il faisait ainsi remarquer candidement : “Il semble bien qu’il y ait dans l’islam, ou du moins dans les versions intégristes de l’islam qui ont dominé ces dernières années, quelque chose qui rend les sociétés musulmanes particulièrement rétives à la modernité¹³.” De manière encore plus candide dans sa reproduction des clichés islamophobes, Fukuyama écartait l’opinion “politiquement correcte” selon laquelle seule une petite minorité de musulmans soutiendrait le “terrorisme” :

Depuis le 11 Septembre, les responsables politiques à l’Est comme à l’Ouest expliquent que seule une “infime minorité” de musulmans éprouve de la sympathie pour les terroristes, et que la grande majorité d’entre eux est scandalisée par ce qui s’est passé. Pour eux, il importe d’empêcher que les musulmans ne deviennent collectivement les cibles de la haine. Le problème est que l’antipathie et la haine pour l’Amérique et ce qu’elle représente sont beaucoup plus répandues.

Certes, ceux qui sont prêts à accomplir des missions suicides et à comploter activement contre les États-Unis sont peu nombreux. Mais la sympathie peut se manifester ne serait-ce que dans les sentiments initiaux de joie perverse à la vue des tours en train de s’effondrer, la satisfaction immédiate de voir les États-Unis subir ce qu’ils méritaient, qui ne furent suivis que plus tard, et pour la forme, de déclarations de réprobation. Sous cet angle, la sympathie pour les terroristes concerne bien plus qu’une “infime

minorité” de musulmans, et s’étend des classes moyennes de pays comme l’Égypte aux immigrés dans les pays occidentaux¹⁴.

Le soulèvement arabe conduisit Fukuyama, comme beaucoup d’autres, à se départir de cette vision essentialiste et méprisante des musulmans. À l’entendre, on avait l’impression qu’il désavouait soudain ce qu’il avait écrit durant des années. “Ces changements au Moyen-Orient ont été incroyablement rapides, et ils contredisent, jusqu’à présent, les vieilles antiennes sur la prétendue passivité inhérente à la culture arabe et la résistance de l’islam à la modernisation”, affirmait-il ainsi en mars 2011¹⁵. Deux mois plus tard, lors d’un entretien radiodiffusé, il semblait de nouveau rétracter ses anciens propos sans l’admettre pour autant, préférant plutôt se vanter d’avoir eu raison, après tout, dans son optimisme universel du début :

La seule partie du monde qui n’avait pas participé à la nouvelle résurgence mondiale de la démocratie – qui a commencé dans les années 1970 et s’est poursuivie dans les années 1980 et 1990 – était le Moyen-Orient. Beaucoup de gens disaient que c’était [à cause de] la culture, qu’il y avait quelque chose dans la nature même de la culture arabe qui faisait que cette partie du monde était différente, et qu’elle n’adopterait pas la démocratie. Si vous observez la situation en Tunisie et la façon dont elle s’est étendue à l’Égypte et à d’autres pays de la région, il s’avère que les gens là-bas n’aiment pas plus les gouvernements autoritaires qui ne respectent pas leur dignité que les gens en Europe de l’Est, en Amérique latine, en Inde ou dans d’autres parties du monde. L’aspiration élémentaire à vivre dans un pays qui vous respecte en vous octroyant des droits politiques élémentaires est en réalité une aspiration universelle¹⁶.

Si je cite Fukuyama dans ce contexte, ce n’est pas parce que je considère que ses idées sont importantes pour notre sujet. La pertinence de ses propos tient plutôt au fait que, depuis 1989,

il a exprimé avec un succès indéniable “l’esprit du temps” qui règne en Occident. D’innombrables commentateurs occidentaux ont, en effet, formulé, durant les premiers mois de 2011, des remarques ingénues identiques aux siennes. Le monde universitaire occidental n’a pas été en reste : les théories de “l’exceptionnalisme arabe” furent largement “revisitées”, tandis que le champ de la “théorie de la démocratisation” et de la “transition démocratique” était bouleversé¹⁷.

Mais, en vérité, le soulèvement arabe n’était pas, ou pas uniquement ni même principalement, une “transition démocratique”. Ce concept devient superficiel et vicié lorsqu’il est appliqué sans distinction à des situations radicalement différentes, allant du simple changement politique à des métamorphoses intégrales – quand bien même l’issue des diverses séquences observées peut être considérée, à première vue, comme relevant, en partie ou en totalité, de la “démocratisation”. Il y a, en effet, une énorme différence qualitative entre, d’une part, des processus d’adaptation politique institutionnelle à un développement socioéconomique capitaliste nécessitant et produisant au final un ordre libéral bourgeois – à l’instar de ce qui s’est produit en Europe du Sud, en Amérique latine ou en Asie de l’Est – et une révolution sociopolitique radicale qui renverse en totalité un ordre socioéconomique donné après une longue période de blocage du développement, comme ce fut le cas en Europe de l’Est.

Le monde fut cependant abasourdi par la grande facilité avec laquelle s’est produit, dans l’ensemble, le renversement des régimes bureaucratiques “communistes” en Europe de l’Est, malgré le fait qu’il s’agissait d’une métamorphose de l’ensemble de l’ordre socioéconomique régional, passé d’un système bureaucratico-étatique au capitalisme de marché. La stupéfaction était d’autant plus grande que ces événements se produisaient après des décennies durant lesquelles un certain type de “science politique” avait décrété que ces régimes “totalitaires” étaient “irréversibles¹⁸”. En conséquence, lorsqu’il sembla que les régimes arabes étaient à leur tour en passe de s’effondrer par un effet domino

similaire à celui qu'avait déclenché la chute du mur de Berlin, le souvenir toujours présent des "révolutions de 1989" conduisit les observateurs, mais aussi les acteurs sur le terrain, à s'imaginer que le "printemps arabe" suivrait la même voie : courte et "pacifique". "*Silmiyya, silmiyya!*" chantaient manifestantes et manifestants remplis d'espoir en Égypte ou en Syrie – un cri de ralliement repris par Barack Obama, avec une citation de Martin Luther King, dans l'allocution lyrique qu'il prononça à propos de la chute d'Hosni Moubarak¹⁹.

Malheureusement, toutefois, la bonne surprise de la facilité relative de 1989 ne s'est pas répétée en 2011, malgré tous les vœux pieux. Une déception amère ne tarda pas à prévaloir. Comme l'Europe de l'Est d'avant 1989, mais pour une période plus longue et avec des tensions bien plus vives, la région arabe avait connu un blocage durable de son développement économique entraînant des conséquences sociales bien plus graves²⁰. De ce point de vue, les soulèvements qui ont éclaté en 2011 dans la région arabe témoignaient bien du besoin urgent d'une révolution sociale radicale à même de renverser l'ordre socioéconomique régional dans son ensemble. Dans l'idéal, ce renversement aurait dû être le produit d'un changement politique démocratique radical. Mais une différence qualitative cruciale interdisait au soulèvement arabe de reproduire le modèle de la "révolution de velours" (comme fut nommée la révolution tchécoslovaque de 1989) qu'avaient suivi la plupart des changements survenus en Europe de l'Est. Et ce facteur crucial n'est ni religieux ni culturel.

Le fond du problème est que le système étatique qui avait été mis en place en Europe de l'Est était exceptionnel au regard de l'histoire dans la mesure où il était dominé non par des classes possédantes, mais par des bureaucrates de parti et d'État, c'est-à-dire des fonctionnaires. L'immense majorité de ces bureaucrates – notamment au bas de la pyramide – pouvaient envisager de conserver leur emploi ou d'en trouver un autre, et même d'améliorer leur pouvoir d'achat avec le passage au capitalisme de marché, tandis qu'une partie importante des membres des échelons supérieurs

pouvaient envisager de se transformer en entrepreneurs capitalistes, en tirant parti de la privatisation de l'économie²¹. C'est ce qui explique le calme – stupéfiant pour la plupart des observateurs – avec lequel l'ordre socioéconomique se trouva bouleversé en Europe de l'Est, un bouleversement qu'il ne faut toutefois pas confondre avec la démocratisation politique dont le développement inégal à l'échelle régionale est déterminé par un ensemble complexe de facteurs nationaux et internationaux²².

À l'opposé, la région arabe avant le soulèvement de 2011 était caractérisée par la prépondérance d'États patrimoniaux dans un environnement économique général de capitalisme de compé-
rage : non pas des régimes “néopatrimoniaux” – cette litanie de la “science politique” et des institutions internationales lorsque le concept est associé à l'idée que népotisme et corruption ne sont pas des maladies inhérentes aux gouvernements arabes, et peuvent être soignées et remplacées par la “bonne gouvernance”, sans transformation radicale de l'État – mais bien des États *patrimoniaux*, qu'ils soient monarchiques ou “républicains”, c'est-à-dire des États qui ont plus à voir avec l'absolutisme européen d'antan, l'*Ancien Régime* au sens historique du terme, qu'avec l'État bourgeois moderne²³.

Dans ces États patrimoniaux – les huit monarchies arabes, ainsi que la Libye et la Syrie d'avant 2011 –, des familles régnantes “possèdent” pour ainsi dire l'État; et elles se battent jusqu'au dernier soldat de leur garde prétorienne pour se maintenir au pouvoir. La plupart des autres régimes d'avant 2011 dans la région peuvent être certes qualifiés de néopatrimoniaux, à l'instar de la majorité des États dans les pays en développement. Mais la prépondérance régionale d'États tout à fait patrimoniaux ainsi que le caractère rentier de la plupart des États arabes ont conduit au développement, au sein des États néopatrimoniaux eux-mêmes, d'une “élite du pouvoir” tricéphale, profondément corrompue : un “triangle du pouvoir” au sein duquel s'interpénètrent les sommets de l'appareil militaire, des institutions politiques et d'une classe capitaliste politiquement déterminée (autrement dit, une

bourgeoisie d'État), défendant avec acharnement leur accès au pouvoir, source principale de leurs privilèges et de leurs profits²⁴.

Dans de telles conditions, il était totalement illusoire d'envisager une répétition du modèle est-européen de changement radical et relativement pacifique dans la région arabe. C'est bien pourquoi j'ai insisté dès le début sur le fait que la région s'engageait dans un *processus révolutionnaire à long terme* qui s'étendrait sur des années, voire des décennies, anticipant "de nouveaux épisodes de révolution et de contre-révolution dans les pays déjà bouleversés comme dans les autres²⁵". La chute du sommet de l'iceberg en Tunisie et en Égypte – la fuite à Djeddah de Ben Ali et la proclamation de la "démission" de Moubarak par la junte militaire égyptienne, sans parler du simulacre de passation du pouvoir par Saleh au Yémen – était sans commune mesure avec le renversement populaire de l'ensemble de l'ordre sociopolitique "communiste" à l'est du rideau de fer. La Libye est le seul pays arabe où l'État s'est complètement désintégré en 2011. Mais des décennies de "diviser pour régner" et de suppression des libertés politiques, ainsi que l'extrême versatilité politique d'un autocrate à la Caligula empêchant l'établissement d'institutions un tant soit peu stables, rendaient très improbable une transition en douceur vers un nouvel ordre politique et social, *a fortiori* dans un environnement régional déchiré par les conflits.

UNE RÉVOLUTION, DEUX CONTRE-RÉVOLUTIONS

La situation était en outre grandement compliquée par un autre trait distinctif de la région arabe, qu'elle partage à des degrés divers avec d'autres pays majoritairement musulmans. Avant le soulèvement, cette région a connu, en effet, des décennies durant, le développement d'une opposition de masse à l'ordre régional sous la forme de mouvements intégristes islamiques dont le caractère profondément réactionnaire contraste fortement avec les aspirations progressistes du "printemps arabe"²⁶.

Cette alternative réactionnaire à l'ordre réactionnaire – dont le programme oppressif ne diffère du sien que par l'accentuation de la dimension religieuse – est parrainée, financée et promue non par un seul État pétrolier, mais par non moins de trois. Le royaume saoudien, l'émirat du Qatar et la "République islamique" d'Iran rivalisent dans le soutien à divers types de mouvements couvrant la gamme entière de l'intégrisme islamique, du salafisme conservateur au "djihadisme" fanatique en passant par les Frères musulmans et la mouvance khomeyniste. Ces trois États – pivots du despotisme régional d'inspiration religieuse, dont l'un est lié à l'Occident et un autre lui est opposé, tandis que le troisième (le Qatar) tissait opportunément des liens avec les deux camps avant 2011, avant de finir par se les mettre tous deux à dos – ont élaboré des stratégies différentes pour exorciser les démons représentés par le potentiel progressiste radical et émancipateur qui s'est manifesté dans le soulèvement arabe.

Les dirigeants saoudiens ont continué à jouer le rôle qui a été le leur dans la politique arabe depuis l'ascension du mouvement nationaliste suivie par sa radicalisation à gauche dans les années 1950 et 1960 : le rôle de principal bastion de la réaction régionale soutenue par l'Occident. Ils ont activement soutenu l'ancien régime dans l'ensemble de la région, sauf en Libye, en Syrie et au Yémen. Au Yémen, ils ont négocié un compromis entre les deux camps réactionnaires : celui du président et celui des forces dominantes dans l'opposition. En Libye, ils souhaitaient depuis longtemps être débarrassés de l'extravagant Mouammar Kadhafi, et ont espéré qu'il serait facilement remplacé par des musulmans conservateurs en l'absence de toute opposition progressiste visible après des décennies de pouvoir totalitaire prétendument "révolutionnaire". Ils ont toutefois refusé d'intervenir militairement aux côtés de l'OTAN en 2011, en raison de leur réticence à s'impliquer directement dans des "changements de régime" et de leur appréhension quant au rôle du Qatar dans le soutien à l'insurrection libyenne. En Syrie, il était hors de question qu'ils soutiennent le président d'origine alaouite, Bachar

al-Assad, contre une opposition largement sunnite, au risque d'entrer en conflit avec leur propre idéologie wahhabite farouchement confessionnelle sunnite, ainsi qu'avec la puissante institution religieuse qui en est la gardienne dans leur royaume. Dans l'ensemble de la région, cependant, les dirigeants saoudiens ont systématiquement tendu la main aux mouvements islamiques les plus conservateurs, les salafistes en particulier, augmentant le soutien financier qu'ils leur apportent et les incitant à soutenir les régimes en place, ou alors – en Libye, en Syrie et au Yémen, ainsi que dans l'Égypte de Morsi – à renforcer l'aile réactionnaire de l'opposition, au détriment de toutes les forces progressistes.

L'émir du Qatar, en alliance avec la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, a misé sur les Frères musulmans, dont il a sponsorisé l'organisation régionale depuis de longues années. Il espérait pouvoir coopter le soulèvement arabe par l'entremise de la confrérie dans l'intérêt des trois parties, ainsi que celui de Washington²⁷. Doha et Ankara n'ont toutefois pas hésité à maintenir chacune des rapports de communication et de facilitation occasionnelle avec des courants intégristes sunnites plus radicaux – jusques et y compris Al-Qaïda et même son abominable avatar, "l'État islamique" d'Abou Bakr al-Baghdadi²⁸.

Quant à l'Iran, après avoir commencé par réagir à l'unisson du Qatar et de la Turquie au cours des premières semaines du soulèvement, son souci principal est rapidement devenu le renforcement du régime de Bachar al-Assad contre l'opposition populaire syrienne lorsque celle-ci se joignit au soulèvement régional à son tour. Les dirigeants iraniens ont épousé la cause répressive d'Assad avec d'autant plus de détermination que, moins de deux ans plus tôt, en 2009, ils avaient eux-mêmes été confrontés à un mouvement démocratique populaire qu'ils avaient écrasé. Pour soutenir le régime Assad, l'Iran a mobilisé ses satellites et alliés chiites intégristes en Irak et au Liban. La même logique confessionnelle a conduit Téhéran à soutenir le camp de l'ancien président Saleh au Yémen dès lors que les Houthis, amis de l'Iran, s'allièrent avec lui dans la guerre civile qui se déclencha dans le

pays en 2014. Téhéran a fini ainsi par se ranger aux côtés de deux des six dirigeants pris d'assaut par le "printemps arabe" de 2011.

Cette configuration politique régionale fort complexe a produit un développement de la crise révolutionnaire arabe beaucoup plus enchevêtré que la plupart des autres bouleversements révolutionnaires dans l'histoire. Elle a donné lieu à ce qui était potentiellement, et parfois d'emblée, une lutte triangulaire : non pas une confrontation bipolaire entre révolution et contre-révolution comme dans la plupart des bouleversements révolutionnaires de l'histoire, mais un conflit triangulaire entre un pôle révolutionnaire et deux camps contre-révolutionnaires rivaux – l'ancien régime régional et ses opposants réactionnaires – tous deux également opposés aux aspirations émancipatrices du "printemps arabe"²⁹.

Quiconque savait cette complexité n'aurait dû avoir aucune illusion quant à la possibilité que le soulèvement arabe puisse aboutir vite et paisiblement. En l'absence de forces assez puissantes sur le plan organisationnel pour incarner le pôle révolutionnaire et/ou capables politiquement de diriger une transformation sociopolitique répondant à la "volonté du peuple" telle qu'elle fut exprimée sur les places des villes arabes, la confrontation bipolaire entre les deux camps contre-révolutionnaires devait inévitablement prendre le dessus, reléguant le pôle révolutionnaire à l'arrière-plan. La situation créée de la sorte pouvait déboucher sur deux voies également dangereuses représentées par deux terribles issues : soit un retour de bâton répressif mené par l'ancien régime, soit un glissement vers un chaos sanglant, ces deux tendances se nourrissant mutuellement. C'est à la lumière de ce constat que je conclusais *Le Peuple veut*, en 2012, par une "prophétie" – dans l'acception du terme qui, selon mon regretté ami Daniel Bensaïd, constitue la figure emblématique de tout discours stratégique³⁰ : annoncer non pas ce qui *va* arriver, mais ce qui *pourrait* advenir *si*. J'ai formulé ma mise en garde dans les termes suivants : "À défaut d'un tournant radical dans l'évolution politique de la région effaçant les décennies de réaction et